

# Analyse économique et historique des sociétés contemporaines

Sous la direction de **Philippe Deubel**

ISBN : 978-2-7440-7274-1

## Chapitre 10 : Déséquilibres et politiques économiques et sociales en économie ouverte

### **Article 1. L'inflation**

**1<sup>er</sup> Focus 10.1 : structure de la consommation de l'ensemble des ménages utilisée pour l'indice des prix 2007**

Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	15 %
Boissons alcoolisées et tabac	3,3 %
Habillement et chaussures	5,2 %
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	13,7 %
Ameublement, équipements ménagers et entretien courant de la maison	6 %
Santé	10 %
Transports	16,5 %
Communications	3 %
Loisirs et culture	9,1 %
Éducation	0,2 %
Hôtellerie, café, restauration	6,6 %
Autres biens et services	11,4 %

Source : Insee.

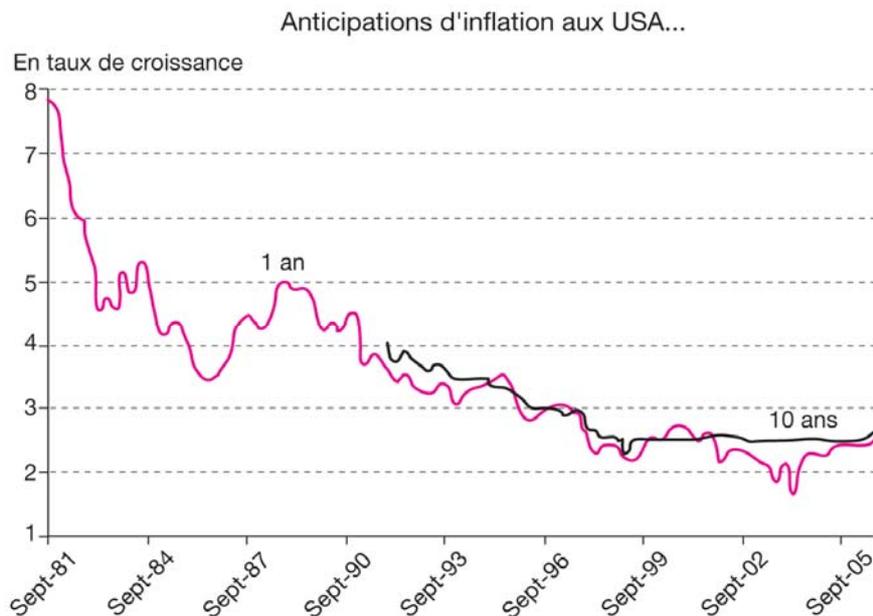
### **2<sup>e</sup> Focus 10.1 : l'illusion monétaire**

L'illusion monétaire que l'on définit comme une erreur des agents économiques, qui confondent hausse des prix et hausse de leur pouvoir d'achat, conduit Milton Friedman à soutenir que la monnaie n'est pas neutre à court terme. Pour lui, c'est donc quand les agents économiques n'anticipent pas correctement l'inflation que la monnaie a des conséquences sur l'économie réelle. On notera que Keynes utilise également l'expression lorsqu'il écrit « la hausse des prix par l'illusion qu'elle fait naître », mais limite ses effets aux anticipations de profits des entrepreneurs.

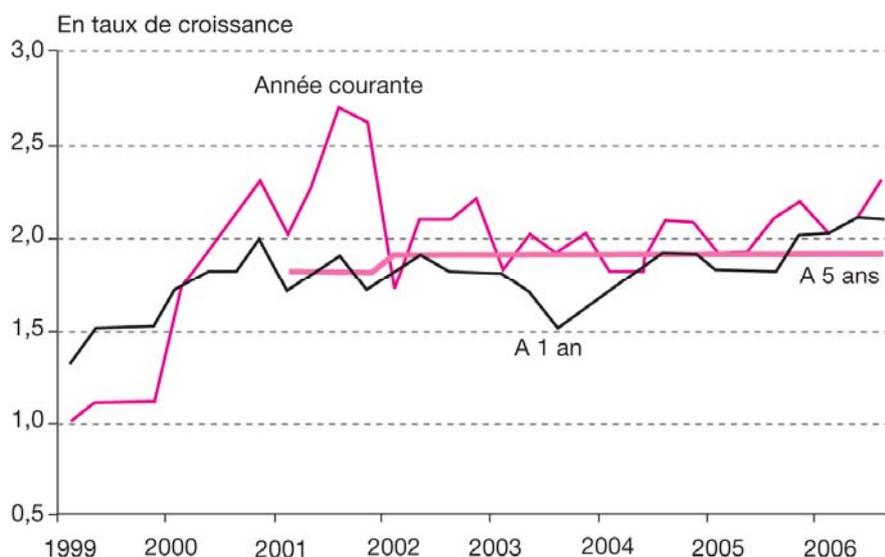
### 3<sup>e</sup> Focus 10.1 : le rôle des anticipations

L'évolution des politiques monétaires à partir de la fin des années 1970 reposait sur une approche des anticipations qui prenait en compte l'expérience accumulée par les agents économiques, expérience qui nourrissait le processus inflationniste. On est ainsi passé des anticipations extrapolatives retenues dans les raisonnements keynésiens aux anticipations adaptatives avec Milton Friedman, puis aux anticipations rationnelles avec la nouvelle économie classique (voir fiche VI.1, « L'État moderne, un État modeste ? »). Les politiques mises en œuvre depuis presque 30 ans ont ainsi « cassé » les anticipations.

1<sup>re</sup> Figure complémentaire 10.1 Anticipations d'inflation aux Etats-Unis



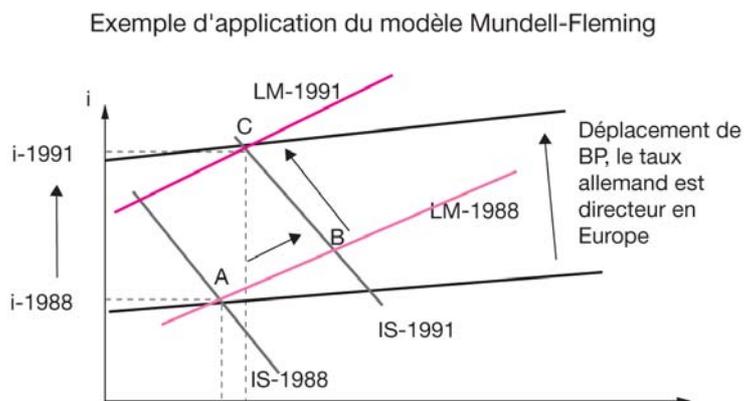
2<sup>e</sup> Figure complémentaire 10.1 Anticipations d'inflation en Europe



Source : OFCE, octobre 2006.

## Article 2. La politique budgétaire

Figure complémentaire 10.2 Exemple d'application du modèle Mundell-Fleming



En 1990 et 1991, l'Allemagne va profiter de sa position monétaire dominante au sein du système monétaire européen (SME) pour financer sa réunification. Celle-ci entraîne immédiatement une hausse importante des dépenses publiques (l'excédent budgétaire est de 0,2 % du PIB en 1989, le déficit de 2,9 % du PIB en 1991), ce qui correspond à un déplacement de la courbe *IS* vers la droite (passage de A en B). La croissance allemande est stimulée (elle est de 4,5 % en 1990 et de 3,1 % en 1991). La Bundesbank décide alors de durcir la politique monétaire (les taux d'intérêt à court terme passent de 4,3 % en 1988 à 9,2 % en 1991) pour éliminer les risques d'inflation. Dans un contexte de mobilité quasi parfaite des capitaux, la courbe *LM* se déplace vers le haut (passage de B en C). Le taux d'intérêt allemand étant directeur en Europe (qui s'apparente alors à une zone mark), les taux vont monter. La crise du SME en 1992 et 1993 en sera la conséquence.

### 1<sup>er</sup> Focus 10.2 : contraintes et sanctions en matière budgétaire

Traité de Maastricht et pratiques applicables aux États-Unis			
	Maastricht	États-Unis	
<b>Contraintes</b>		<b>Gramm-Rudman-Hollings</b>	<b>Budget Enforcement Act</b>
Limites de déficit	3 % du PIB sur le cycle	Objectifs nominaux	Non
Limites d'endettement	60 % du PIB sur le cycle	Non	Non
Exceptions en cas de récession	Oui	Oui	Oui
Objectifs de dépenses	Non	Non	Plafonds et principe du <i>paygo</i>
<b>Sanctions</b>			
Premier niveau	Pression morale	Pression morale	Pression morale
Deuxième niveau	Dépôt auprès du Conseil, qui ne peut être restitué	Réduction automatique globale des dépenses obligatoires et discrétionnaires	Réduction automatique détaillée des catégories de dépenses pour lesquelles les objectifs ont été dépassés
Troisième niveau	Exclusion ?	Non	Non

Source : « La budgétisation en situation d'excédents », OCDE, juin 1999.

## 2° Focus 10.2 : croissance, solde public et impulsion budgétaire

---

Croissance du PIB (en %)	2003	2004	2005	2006	Moyenne 2003-2006
Zone euro	0,7	1,8	1,3	1,9	1,4
États-Unis	2,7	4,2	3,5	3,2	3,4
Royaume-Uni	2,5	3,2	1,7	2,2	2,4
Japon	1,4	2,6	2,2	1,9	2,0
<b>Solde public (en % du PIB)</b>					
Zone euro	-3,0	-2,7	-2,9	-2,8	-2,9
États-Unis	-5,0	-4,7	-4,2	-4,4	-4,5
Royaume-Uni	-3,2	-3,1	-3,0	-3,0	-3,1
Japon	-7,7	-6,1	-6,1	-5,3	-6,3
<b>Impulsion budgétaire*</b>					
Zone euro	0,1	-0,4	0,1	-0,2	-0,1
États-Unis	1,1	0,4	-0,4	0,1	0,3
Royaume-Uni	1,5	0,3	-0,2	-0,3	0,3
Japon	-0,2	-1,0	-0,1	-0,5	-0,5

\* Note : Opposé de la variation du solde structurel primaire. Un chiffre indique une politique budgétaire expansionniste. Sources : « Comptes nationaux », Eurostat, « Calculs et prévisions OFCE », octobre 2005.

On nomme impulsion budgétaire la variation du solde structurel primaire d'une année sur l'autre. Elle représente la partie discrétionnaire de la politique budgétaire. En 2004, avec un solde budgétaire de -2,7 %, la zone euro donne une impulsion budgétaire négative, ce qui veut dire que l'augmentation du déficit s'explique par la charge de la dette. D'une manière générale, on note que l'impulsion est plus forte aux États-Unis qui n'hésitent pas à laisser « filer » leur déficit.

Source : « *Policy mix plus ou moins neutre* », Revue de l'OFCE, octobre 2006.

### Article 3. La politique monétaire

#### 1<sup>er</sup> Focus 10.3 : sous quelle forme se présente l'encadrement du crédit ?

---

L'encadrement du crédit consiste à fixer aux banques à diverses dates des maxima de progression de leurs encours de crédit. En cas de non-respect, la pénalité consistait au cours des années 1970 en un dépôt de réserves supplémentaires à la Banque de France correspondant à 2 % de leurs dépôts à vue de résidents. En 1976 et 1978, les maxima ont été fixés ainsi avec pour base 100, la moyenne des maxima théoriques en 1974 et 1975.

	<b>Maxima 1976</b>	<b>Maxima 1978</b>
Janvier	108	98
Février	108	98
Mars	109	99
Avril	110	100
Mai	111	100
Juin	113	101
Juillet	113	101
Août	113	101
Septembre	114	102
Octobre	115	103
Novembre	115	104
Décembre	117	105

## **2<sup>e</sup> Focus 10.3 : comment formuler la cible d'inflation ?**

---

L'obligation de crédibilité peut conduire à penser que les marges de manœuvre de la politique monétaire ont disparu, ce qui n'est naturellement pas le cas. Derrière un objectif commun, la lutte contre l'inflation, les pratiques demeurent très diverses et alimentent les débats sur la qualité du pilotage réalisé par la Banque centrale. Comment fixer l'objectif d'inflation ? Plusieurs réponses sont possibles.

- **Le ciblage de l'inflation**

Tout d'abord, la Banque d'Angleterre a adopté une cible d'inflation depuis la crise du SME de 1992 et la sortie de la livre de la bande de fluctuation autorisée. En pratique, le ciblage de l'inflation consiste à maintenir le taux d'inflation dans l'intervalle de 1 à 4 %. À partir de 1997, le gouvernement travailliste a fixé un point moyen de 2,5 % ; le taux d'inflation est resté très proche depuis, malgré une croissance assez soutenue.

- **L'absence d'objectifs chiffrés**

La Réserve fédérale adopte quant à elle une politique dite d'ancrage nominal implicite ; il s'agit autrement dit d'un objectif d'inflation maîtrisée, sans fixer d'objectif quantitatif. Cette démarche est efficace lorsque les autorités agissent préventivement en devançant le dérapage inflationniste. L'expérience des années 1990 a démontré la capacité de la Fed à piloter le taux de croissance tout au long d'un cycle de croissance en maintenant l'inflation stable aux alentours de 2 %, ce que prouvent les importantes variations du principal taux directeur : doublement de 3 à 6 % au cours de l'année 1994, puis passage de 6,5 % à 1 % entre janvier 2001 et mars 2004, avant d'entamer une nouvelle phase de hausse jusqu'à l'été 2007.

- **Un ciblage trop strict ? Ou trop flou ?**

Face aux deux expériences précédentes, la politique de la BCE fait l'objet de critiques multiples. Son objectif de stabilité de l'inflation à moyen terme est assimilé par le Conseil des gouverneurs à une fourchette entre 0 et 2 %. Pour l'atteindre, elle s'appuie sur une surveillance de M3 et sur une série d'indicateurs divers comme le taux de change et la structure des taux d'intérêt entre autres. Les critiques portent sur l'ambiguïté d'une cible d'inflation, qui serait mal définie et aboutirait à une politique monétaire trop restrictive pour la croissance de la zone euro.

## **3<sup>e</sup> Focus 10.3 : les Banques centrales face à la crise des *subprimes***

---

Les *subprimes* sont aux États-Unis des crédits hypothécaires accordés à des ménages offrant peu, voire pas, de garanties financières, en échange d'une prime de risque, en l'occurrence un taux d'intérêt plus élevé que celui du marché et révisable. La multiplication des défaillances d'emprunteurs à partir de 2006 a conduit en août 2007 à une crise financière augmentant brutalement le besoin de liquidités des établissements financiers. En effet, ces derniers sont couverts par les biens immobiliers acquis grâce aux *subprimes*, couverture qui disparaît lorsque les prix de l'immobilier diminuent. Face à ces besoins de liquidités, le 9 août, la BCE injecte 94,8 milliards d'euros, soit la plus grande mise à disposition de fonds faite en un seul jour par la BCE, dépassant le prêt de 69,3 milliards d'euros réalisé après l'attentat du 11 septembre 2001. Le 10 août, elle renouvelle l'opération avec 61,05 milliards d'euros, rejointe par la Fed qui propose 35 milliards de dollars. Enfin, le 13 août, c'est encore 48 milliards d'euros et deux milliards de dollars qui sont injectés.

## Article 4. Chômage et politique de l'emploi

### 1<sup>er</sup> Focus 10.4 : le taux de chômage selon l'âge, le sexe et le niveau de diplôme

	Taux de chômage en % de la population active	Taux de chômage en % de la population active	Nombre de chômeurs en milliers
	2004	2005	2006
Ensemble	8,8	8,8	2 414
15-24 ans	20,4	22,2	569
25-49 ans	8,2	7,9	1 446
50 ans et plus	6,0	6,0	398
Hommes	8,0	8,1	1 173
Femmes	9,8	9,6	1 241
Sans diplôme ou CEP	12,9	14	742
Brevet des collèges, CAP, BEP	8,4	8,6	812
Baccalauréat	8,5	8,4	407
Bac + 2	5,7	5,6	208
Diplôme supérieur à bac + 2	7,0	5,9	245

Source : Insee première, novembre 2007.

### 2<sup>e</sup> Focus 10.4 : caractériser les différents modèles d'emplois

Figure complémentaire 10.4 Lien entre chômage et chômage de longue durée (1997)

